



L' [Accord de Paris](#) permet aux gouvernements de louer le "succès" de la 21ème Conférence des Parties de la Convention Climat de l'ONU. Mais que vaut-il ?

Ce texte ( ici l' [Accord de Paris en français](#) ) constitue certainement un progrès considérable au regard de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus onusien depuis la COP-15 de Copenhague. Si les discussions s'étaient poursuivies, avec la réaffirmation des objectifs de la Convention, le plan d'action post-protocole de Kyoto restait en rade. L'Accord de Paris relance l'action, sur la base d'un consensus général. C'était le premier des objectifs de la COP-21, il est atteint.

Mais quelle est l'ampleur de cette action ? C'est là qu'il faut souligner le caractère schizophrène du texte. Un caractère accentué par la référence à un objectif climatique plus ambitieux, en apparence, que les 2°C de réchauffement planétaire à ne pas dépasser de Copenhague. Le chiffre de 1,5°C a fait irruption dans le texte, sous la forme suivante dans le préambule : « *insist ant avec une vive préoccupation sur l'urgence de combler l'écart significatif entre l'effet global des engagements d'atténuation pris par les Parties en termes d'émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre jusqu'à 2020 et les profils d'évolution des émissions globales compatibles avec la perspective de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5°C.*

» Quel est le problème ? Celui de se demander comment et pourquoi, après avoir déposé au Secrétariat de la Convention des objectifs d'émissions volontaires qui, s'ils sont tous respectés ce qui est peu plausible, mettent la planète sur une trajectoire aux alentours des 3°C, ces mêmes pays se fixent

*illico*

un objectif encore plus difficile à atteindre.

## Une schizophrénie avouée

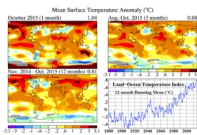
Lors de la discussion, des pays, souvent parmi les plus vulnérables aux changements climatiques, ont même avancé l'idée de ne pas dépasser 1,5°C. Soutenus, bruyamment, par nombre d'ONG environnementalistes. Cet objectif étant présenté comme une question " *de vie ou de mort*

" par certains petits Etats insulaires. Problème : que dit la science sur ce point ?

[Les spécialistes es-simulations numériques du climat sont affirmatifs : cette barre sera](#)

### [nécessairement dépassée](#)

. Le potentiel de réchauffement des gaz à effet de serre déjà dans l'atmosphère se monte à 0,3°C par rapport à l'actuel. Les particules fines réfléchissantes, qui refroidissent le climat de 0,3°C, sont destinées à en disparaître au fur et à mesure que l'on mettra en oeuvre des technologies moins polluantes. (Il faut noter ce détail instructif : des scientifiques d'autres spécialités, comme des glaciologues, peuvent soutenir un tel objectif, on est donc en plein effet de savoir spécialisé).



Autrement dit, de manière imagée, si les 7,3 milliards d'êtres humains se faisaient hara kiri demain matin, et éteignaient la lumière en quittant la scène, la température moyenne planétaire grimperait tout de même d'environ 0,6°C. Or, [la température d'octobre 2014 titille déjà le 1°C de plus qu'à la fin du 19ème siècle](#). Certes, elle va probablement redescendre d'un chouïa lorsque le Niño en cours dans le Pacifique tropical va se calmer, au printemps prochain. Mais pas pour longtemps. Conclusion : il est physiquement impossible de ne pas dépasser les 1,5°C. Car, [comme je le soulignais sur France Inter jeudi dernie](#)r, chaque matin des centaines de millions de personnes vont prendre leur voiture pour aller travailler, ou un train alimenté par une électricité au charbon et au gaz, des hauts fourneaux vont fabriquer de l'acier... et cela ne va pas s'arrêter dans les vingt prochaines années.

Comment ce 1,5°C inatteignable est-il arrivé dans le texte ? A la suite de pressions exercées d'abord par les pays les plus vulnérables, qui en ont fait une ligne rouge... et donc l'acceptation de cette ligne rouge par la plupart des grands pays, d'où sa mention dans le discours inaugural de François Hollande. Pourquoi ? Parce que le refuser, même au nom de la simple prise en compte de la science du climat, aurait bloqué l'adoption de l'accord par les pays les plus vulnérables.

## **Schizophrénie avouée est à moitié pardonnée**

Quelles seront les conséquences de cet accroc au réalisme, de cette négation de réalités bien dures qui s'imposeront ? Les positives seraient de hâter le moment où les pays les plus pauvres et les plus vulnérables pourront s'appuyer sur le texte adopté à Paris pour dire aux responsables historiques du changement climatique et aux plus gros émetteurs par habitant qu'ils doivent compenser les dégâts subis. Une perspective liée à l'ensemble du texte de la partie "*Pertes et préjudices*", articles 48 à 52. Une telle situation pourrait accélérer les transferts de technologies efficaces et moins émettrices de GES vers les pays du Sud, renforcer les mécanismes visant à limiter la déforestation tropicale, mais aussi les transferts liés à

l'adaptation aux changements climatiques afin d'en limiter les dégâts. Mais c'est là une hypothèse optimiste, rien dans le texte ne comporte d'obligation à cet égard pour les pays riches. On ne peut écarter l'hypothèse inverse, qu'en l'absence d'une telle accélération, à redouter, l'écart qui ainsi grandit entre les promesses et les résultats pourrait bien se retourner contre tout le processus de coordination mondiale. Voire justifier de la violence entre Etats.

17. Sous cette préoccupation que les impacts des émissions globales de gaz à effet de serre en 2027 et 2030 excèdent de 1,5°C les limites des contributions déterminées au niveau national et sont compatibles avec les scénarios compatibles avec l'objectif de limiter la température de 2°C, les Parties déclarent que les contributions déterminées de 15 milliards en 2020, et sont conscientes que des efforts de réduction des émissions humaines plus importants que ceux mentionnés ci-dessus sont nécessaires en outre afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre en 2027 et 2030 à un niveau compatible avec l'objectif de limiter la température de 2°C. Elles déclarent que les contributions déterminées de 15 milliards en 2020, et sont conscientes que des efforts de réduction des émissions humaines plus importants que ceux mentionnés ci-dessus sont nécessaires en outre afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre en 2027 et 2030 à un niveau compatible avec l'objectif de limiter la température de 2°C. Elles déclarent que les contributions déterminées de 15 milliards en 2020, et sont conscientes que des efforts de réduction des émissions humaines plus importants que ceux mentionnés ci-dessus sont nécessaires en outre afin de limiter les émissions de gaz à effet de serre en 2027 et 2030 à un niveau compatible avec l'objectif de limiter la température de 2°C.

Cette schizophrénie se compense toutefois d'une qualité rare : elle est avouée. Dès le préambule, le texte précise bien qu'il existe un «*écart significatif*» (euphémisme de diplomates) entre les promesses agrégées des Etats en terme d'émissions de gaz à effet de serre et l'objectif climatique, non seulement celui de ne pas dépasser 1,5°C mais également celui des 2°C de plus que la période pré-industrielle. Dans la partie II du texte, sur les Contributions volontaires nationales déterminées, le paragraphe 17 va plus loin et quantifie cet écart significatif en notant que les émissions qui découlent de ces promesses devraient atteindre 55 milliards de tonnes de gaz à effet de serre (en équivalent CO<sub>2</sub>

2

) en 2030 alors qu'il ne faudrait pas dépasser les 40 milliards de tonnes pour se donner une bonne chance de ne pas dépasser... les 2°C (pour mémoire,

[les émissions de 2014 sont de 36 milliards de tonnes pour le seul CO<sub>2</sub> lié à l'énergie fossile et au ciment](#)

). Le texte de l'Accord de Paris ne doit donc pas être qualifié de mensonger. Il dit explicitement que le compte n'y est pas. Mais pourquoi ? Nombre d'ONG ont une réponse militante toute prête à cette question : c'est la faute des lobbies des énergies fossiles. Si cette réponse comporte une part de vérité, elle est insuffisante, et même dangereuse, car elle nourrit des illusions et masque les ressorts les plus profonds de la consommation d'énergie fossile.

## Les fausses pistes des bisounours du climat

L'un des exemples les plus évidents de cette fausse piste est celle des transports maritimes et aériens, dont le texte ne parle pas, après exclusion d'un paragraphe les traitant. Cette décision est présentée comme le résultat d'une action des lobbies (constructeurs d'avions, compagnies aériennes, armateurs...) sur les négociateurs. Et regrettée puisque le total de leurs émissions (2% pour l'aérien notamment) ne peut que s'accroître au regard des décisions actuelles : il y a près de 20.000 avions en service, les constructeurs et compagnies tablent sur 37.000 en 2033, dont 31.000 à construire (source GIFAS). Mais ces lobbies ont-ils besoin d'agir ? Nullement. Ce sont l'ensemble des gouvernements de la planète qui refusent toujours de taxer le kérosène, de faire payer le prix des externalités climatiques de ces deux moyens de transport, et qui investissent dans les infrastructures (aéroports, comme celui de Notre Dame des Landes, et ports pour le fret maritime). Pourquoi ? Pour obéir aux industriels et transporteurs ? Nenni. Parce que ces gouvernements sont tous persuadés qu'il faut suivre les conseils des économistes néolibéraux, augmenter les échanges, fonder les économies sur les "avantages comparatifs" des territoires mis en concurrence régionale ou mondiale, booster le tourisme de

masse.

En Europe, les gouvernements français, allemand, espagnol sont à fond derrière Airbus, comme celui des Etats-Unis l'est derrière Boeing. Ils ne les suivent pas, ils les précèdent. La taxation du kérosène sur toutes les lignes intérieures de l'Union Européenne est techniquement, politiquement et économiquement possible, et indispensable au recul de cette activité au profit de liaisons



ferroviaires alimentés par une électricité décarbonée. C'est par choix que les gouvernement la refusent. Et surveillent comme le lait sur le feu les commandes d'avions, qui fournissent, en France, du travail aux usines employant le plus grand nombre d'ouvriers et d'ingénieurs. Croire qu'il s'agit là d'un problème de faiblesse des gouvernements vis à vis des industriels relève de la fausse piste des bisounours du climat. Ceux qui n'ont toujours pas compris, ou font semblant de ne pas comprendre, que si les énergies fossiles ont un tel usage, massif, ce n'est pas d'abord parce qu'elles sont sources de profits pour des entreprises multinationales, mais d'abord en raison de leurs caractéristiques physico-chimiques (énergie concentrée, facilité d'usage) de leur abondance et de leur bas coût direct. Et que les différences essentielles entre les niveaux de vie des Européens et des Sénégalais, des Ethiopiens ou des Bengalis correspondent à des écarts de consommations énergétiques qui les expliquent. Un Français moyen consomme en moyenne 7000 kWh par an d'électricité, un habitant du Niger 30 kWh... d'un côté habitat, médecin, écoles et université, pompiers... de l'autre le dénuement. la satisfaction des besoins élémentaires des trois milliards d'êtres humains qui vivent le plus mal sur la planète ne pourra être obtenue sans qu'ils puissent accéder à plus d'énergie qu'aujourd'hui, et, au moins dans les trois décennies à venir, l'énergie fossile y contribuera fortement.

## Affronter la contradiction et le réel

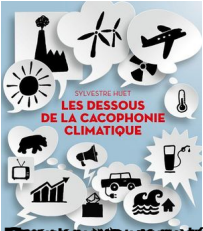
Affronter cette contradiction pour engager des politiques climatiques sérieuses conçues à l'intérieur d'un projet plus vaste de progrès humain met en cause ce à croient la plupart des gouvernements de la planète. Ils croient au capitalisme, et même à sa dérégulation forcée (l'Union Européenne continue de vouloir déréguler et accentuer la concurrence sur les systèmes de production d'électricité et les réseaux ferroviaires, un non-sens devant la planification écologique nécessaire), ils croient à la nécessité d'une caste de riches et de super-riches (et souvent en font partie), ils méprisent souvent la démocratie même réduite à l'apparence... ils n'ont pas besoin de "céder" aux lobbies industriels, ils souhaitent ardemment que ces derniers existent. Et dans les pays les plus démocratiques, ils représentent la volonté des citoyens. Lorsque Emmanuel Macron explique qu'il veut plus de jeunes rêvant devenir milliardaires grâce à la net-économie (et pas d'avoir des idées géniales pour solutionner les problèmes économiques et sociaux et de les mettre en oeuvre dans des coopérations solidaires entre êtres humains), il exprime la pensée d'un Président de la République élu à la majorité des voix dans une élection "normale".

# COP-21 : que vaut l'accord de Paris ? - Casablanca

Écrit par Administrator

Lundi, 14 Décembre 2015 10:00 -

---



Paris, le 14 décembre 2015. [L'Accord de Paris sur le Climat est un tournant décisif.](#)